

Pourquoi vouloir l'Union Européenne aujourd'hui ?

Synthèse de la soirée avec Jérôme VIGNON, le 15 mai 2014

Président des Semaines Sociales de France, Directeur Général Honoraire à la Commission Européenne, Jérôme Vignon justifie d'entrée le libellé de la conférence, en soulignant que les circonstances actuelles du débat sur l'Europe obligent désormais à revenir aux fondamentaux de la construction européenne, en ne se limitant plus aux questions qui relèvent du « Comment » qui ont alimenté longtemps les oppositions entre fédéralistes, inter-gouvernementalistes ou souverainistes. Il s'agit vraiment de se poser à nouveaux frais la question de savoir pourquoi nous voulons faire « cause commune » avec les peuples et les nations qui partagent avec nous, dans le monde, ce coin de continent qui est aussi un coin de civilisation. L'actualité nous rappelle aussi que l'Europe contemporaine est tissée de deux « fils conducteurs » : le fil *politique*, celui des Traités, celui de la volonté politiques de nos grands responsables européens ; et le *fil géopolitique*, reflétant les pressions de l'histoire, des rapports de domination entre grandes puissances pour lesquelles l'Europe est juste un instrument. L'Europe contemporaine s'est construite grâce au génie politique d'hommes qui ont su tirer parti des défis géopolitiques de leur temps. C'est ainsi qu'en 1950 quelques hommes tels Schuman, Adenauer ou de Gasperi ont, par le premier Traité européen, arrimé l'Allemagne à un ensemble et ainsi contribué à résoudre "la question allemande" de l'immédiate après-guerre. Près de 30 ans plus tard, au cours des années 80 et alors que les USA et l'URSS s'accordaient sur un Traité de non-prolifération nucléaire sans insertion de l'Europe dans le débat, l'idée portée notamment par Jacques Delors de construire un espace économique et social de solidarité s'est imposée d'autant plus que la chute pacifique du mur de Berlin en 1989 a favorisé l'ouverture vers d'autres pays de notre continent.

Aujourd'hui, sans doute, l'Europe est confrontée à une nouvelle dynamique géopolitique, qui a pris corps à partir de la "politique de voisinage", mise en œuvre depuis 15 ans et qui avait pour objet de promouvoir la coopération entre les peuples de l'Europe. Or cette politique se télescope avec les ambitions russes de rétablissement d'une union des anciens territoires de l'URSS; la situation de l'Ukraine depuis 6 mois incarne cette ligne de fracture géopolitique avec, là-encore, une résistance, pour l'essentiel sans violence, de la population.

L'enjeu, le pourquoi l'Europe nous est chère, tient désormais à une « culture politique européenne » pour vivre les relations entre Etats différemment de ce qui s'est fait pendant des siècles. Cette culture repose sur deux postulats:

- pas d'ennemi héréditaire car on peut reconstruire, aussi lourds soient les torts des parties ;
- accorder une importance égale au marché et aux liens sociaux du vivre ensemble.

Cette culture politique européenne comporte une dimension de réconciliation et les Chrétiens y retrouvent ce qui fait le fondement de leur foi. Ainsi voter le 25 mai est un acte politique fort pour redire les raisons d'être de l'Europe.

Nos concitoyens vivent cependant un désamour certain vis-à-vis de l'Europe avec de bonnes et de mauvaises raisons. Parmi les critiques injustes, il faut en ranger trois qui sont fréquentes.

On dit souvent que l'Europe s'est élargie trop vite et que cela a conduit à un ensemble hétérogène. On oublie de rappeler que cette situation est la conséquence de la prudence des autorités françaises vis-à-vis d'un processus, envisagé par l'Allemagne, d'intégration plus poussée des premiers membres de l'Union. Les Pouvoirs Publics français, à défaut d'accepter un fédéralisme entraînant une perte de souveraineté, ont laissé faire l'élargissement vers l'Est, repoussant ainsi les frontières de l'Union.

Autre critique: l'Europe est sous influence des lobbies. C'est inévitable car aucune administration, surtout à effectifs limités, ne peut avoir une vision d'ensemble des dossiers. Il faut en contrepartie organiser la transparence, ce qui est un des rôles du Parlement européen.

L'Europe serait enfin une passoire migratoire. Il ne faut pas oublier que les entrées correspondent aussi à des besoins de main d'œuvre; par contre, la gestion de l'asile et des migrants qui demandent le statut de réfugiés est critiquable, les pays du Nord s'en remettant trop facilement à ceux du Sud pour gérer les flux d'entrée.

En revanche, il y a de bonnes raisons de critiquer l'Europe et de souhaiter l'amélioration de sa gouvernance sur certains points. Ainsi, le contournement des refus français et néerlandais en marge du Traité de 2005 n'a pas grandi l'exercice de la démocratie et ancré pour longtemps une méfiance à l'égard de toutes les initiatives promues par « l'Europe d'en haut ». De même, l'extrême lourdeur du processus mis en place pour amender le Traité doit être corrigée. Par ailleurs, les politiques mises en œuvre pour soutenir la croissance et l'emploi restent largement inappropriées. Enfin, la Zone Euro, qui ne regroupe qu'une partie des pays membres, doit poursuivre son processus d'intégration financière, fiscale et sociale.

En conclusion, l'Europe est un modèle culturel à préserver et une chance face aux défis géopolitiques du XXIème siècle. Il faut accepter la part d'inconnu propre à cette aventure collective et ne pas se décourager.

Le débat avec la salle

Revenant sur la question du nombre de membres, Jérôme Vignon souligne que le nombre de 28 pays membres n'est pas un handicap, pour peu que l'on ne se paralyse pas dans les problèmes de gestion au jour le jour et qu'au contraire les directives européennes dressent le cadre de l'action des Etats membres. A cet égard, il regrette la discrétion de la diplomatie européenne dans les différents conflits du monde, tout en soulignant que les pays membres n'ont pas encore su organiser les bases d'une diplomatie commune.

Il souligne que la zone euro, forte de 18 pays, peut constituer un noyau dur car elle a su faire preuve de solidarité en évitant l'effondrement de la Grèce. Il lui faut cependant aller plus loin et rechercher l'harmonisation des politiques fiscales et sociales, les différences trop importantes freinant le processus d'intégration.

Sur la politique migratoire, Jérôme Vignon prône un pilotage européen du droit d'asile sur la base d'un accord préalable des grands pays. Cet accord qui mettrait en place un permis de séjour européen unique et harmonisé pourrait porter sur la part que chacun pourrait prendre dans l'accueil de l'étranger, sur les modalités du contrôle des frontières, sur le soutien au maintien dans les pays d'origine, etc.

Répondant à une question sur la concurrence intra-européenne née de l'intégration de pays à bas coûts salariaux, il souligne que les délocalisations sont inhérentes au développement du commerce mondial et que les entreprises se seraient installées en Asie ou en Amérique du Sud à défaut de s'établir en Europe centrale. En outre, la proximité permettra, à terme, la définition de règles communes notamment en matière sociale ou environnementale.

S'agissant des relations de l'Europe avec la Russie, Jérôme Vignon plaide pour des relations pacifiques et constructives avec elle, confrontées à d'importants défis internes. Il ne faut pas diaboliser la Russie mais établir des relations de partenaires responsables avec elle et mettre en œuvre au sein de l'Europe une politique énergétique commune pour éviter la dispersion face à celui qui est le premier fournisseur d'énergie du continent.